

Alexandre BARRA
Commissaire aux Comptes

24 rue des Jardins
CS 30179
57505 ST-AVOLD
Tél : 03 87 91 13 14

www.cogep.fr

MISSION LOCALE DU BASSIN HOILLER

31 Avenue Roosevelt
Bp 10016
57801 Freyming-Merlebach

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2024

MISSION LOCALE DU BASSIN HOULLER

31 Avenue Roosevelt
Bp 10016
57801 Freyming-Merlebach
SIREN 352 900 534

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE DU BASSIN HOULLER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.


Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes de l'exercice.



Les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne le suivi, la valorisation et la justification des concours publics et des subventions, aux estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, à l'approche retenue pour l'évaluation des fonds dédiés, ainsi qu'à la rédaction de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.


Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



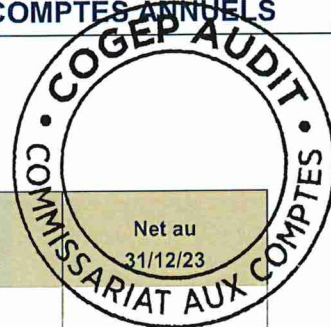
En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Avold, le 28 mai 2025

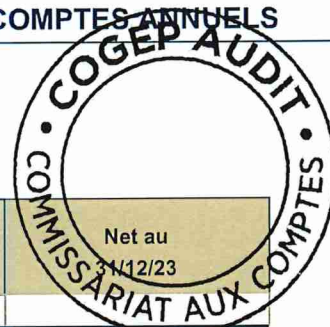
COGEP AUDIT SAS

Alexandre BARRA
Commissaire aux comptes

Bilan Association

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	11 508,89	5 550,22	5 958,67	665,00
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outilla	5 169,27	3 292,89	1 876,38	2 507,68
Autres immobilisations corporelles	269 889,12	181 524,13	88 364,99	102 876,32
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	15 450,00		15 450,00	37 815,00
Total I	302 017,28	190 367,24	111 650,04	143 864,00
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Créances				
Autres créances	216 560,00		216 560,00	190 396,00
Divers				
Disponibilités	1 041 204,62		1 041 204,62	1 066 833,74
Charges constatées d'avance	6 955,20		6 955,20	6 790,03
Total II	1 264 719,82		1 264 719,82	1 264 019,77
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 566 737,10	190 367,24	1 376 369,86	1 407 883,77

Bilan Association



	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	172 915,79	172 915,79
Autres fonds propres sans droit de reprise	172 915,79	172 915,79
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves	5 403,62	5 403,62
Réserves pour projet de l'entité	5 403,62	5 403,62
Report à nouveau	631 211,49	582 071,42
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 989,19	49 140,07
Situation nette (sous-total)	807 541,71	809 530,90
Total I	807 541,71	809 530,90
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	63 021,64	160 691,62
Total II	63 021,64	160 691,62
PROVISIONS		
Provisions pour risques		7 000,00
Provisions pour charges	78 574,00	75 316,00
Total III	78 574,00	82 316,00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	49 053,84	41 855,68
Dettes fiscales et sociales	284 911,74	223 088,48
Autres dettes	93 266,93	90 401,09
Total IV	427 232,51	355 345,25
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 376 369,86	1 407 883,77

Compte De Résultat Association



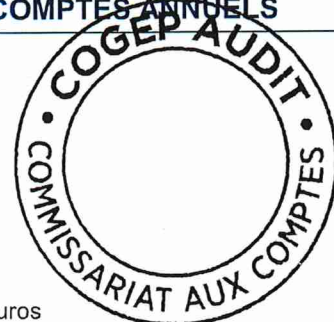
	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
Produits de tiers financeurs	1 729 428,79	1 822 417,49
Concours publics et subventions d'exploitation	1 729 428,79	1 822 417,49
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	57 118,23	52 703,28
Utilisation des fonds dédiés	160 691,62	191 084,22
Autres produits	5 206,07	500,27
Total I	1 952 444,71	2 066 705,26
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	311 115,15	341 151,09
Impôts, taxes et versements assimilés	100 560,64	92 810,74
Salaires et traitements	1 083 538,35	1 031 940,06
Charges sociales	381 165,17	354 272,12
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	19 013,36	19 387,47
Dotations aux provisions	3 258,00	22 380,00
Reports en fonds dédiés	63 021,64	160 691,62
Autres charges	0,59	342,00
Total II	1 961 672,90	2 022 975,10
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-9 228,19	43 730,16
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	7 339,00	5 099,21
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement	22 815,00	
Total III	30 154,00	5 099,21
CHARGES FINANCIERES		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement	22 815,00	
Total IV	22 815,00	
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	7 339,00	5 099,21
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-1 889,19	48 829,37
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		365,00
Sur opérations en capital		1 962,80
Total V		2 327,80
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	100,00	1 650,00
Sur opérations en capital		367,10
Total VI	100,00	2 017,10
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-100,00	310,70
Total des produits (I + III + V)	1 982 598,71	2 074 132,27
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)	1 984 587,90	2 024 992,20
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 989,19	49 140,07
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	714,98	48 778,23
Prestations en nature	20 295,26	20 490,01
TOTAL	21 010,24	69 268,24

Compte De Résultat Association



	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mise à disposition gratuite	20 295,26	20 490,01
Personnel bénévole	714,98	48 778,23
TOTAL	21 010,24	69 268,24

Règles et méthodes comptables



Désignation : MISSION LOCALE DU BASSIN HOILLER

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 1 376 370 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 1 989 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 12/03/2025.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association a pour objet de favoriser l'insertion professionnelle et sociale des jeunes des E.P.C.I. de la Communauté d'Agglomération Forbach Porte de France et de la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach. A cet effet, elle contribue à la qualification professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans en aidant à l'élaboration et la mise en oeuvre de projets personnalisés d'insertion professionnelle.

Dans ce dessein :

- elle met en place des permanences d'accueil permettant de couvrir l'ensemble de sa zone de compétence,
- elle mobilise les dispositifs d'orientation et de formation adaptés aux débouchés locaux et régionaux,
- elle favorise l'accession à l'autonomie en soutenant les initiatives des jeunes dans les domaines de la mobilité, de la santé, du logement, de la justice, de la citoyenneté, de la culture, du sport, de la promotion de l'égalité femmes / hommes,
- elle assure le suivi des jeunes dans leur cheminement vers l'insertion sociale et professionnelle.

Elle entreprend toutes démarches en rapport avec cet objet. Elle prend avec les entreprises, les organisations professionnelles, les administrations, les associations, les collectivités, les contacts nécessaires pour poursuivre ces objectifs. Elle étudie avec les EPCI adhérents les moyens propres à promouvoir l'emploi et l'insertion sociale des jeunes. Elle passe avec les organismes publics et privés compétents les conventions et contrats appropriés.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis en conformité avec le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 à jour des différents règlements complémentaires, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 modifié, relatif au plan comptable général.

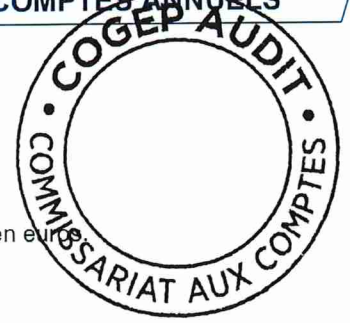
Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Règles et méthodes comptables



Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 4 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

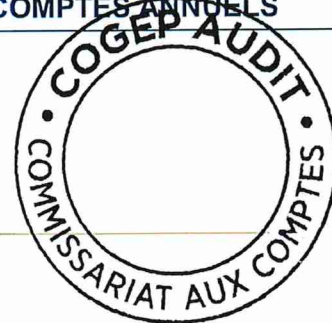
Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques



Autres éléments significatifs

Engagements de retraite

La recommandation du CNC n° 2003 R-01 du 1er avril 2003 sur les engagements de retraite, qui est la transposition de la norme IAS 19 dans les principes comptables français, prévoit qu'à compter du 1er janvier 2004, les sociétés peuvent choisir entre :

- la comptabilisation des engagements de retraite en ayant la possibilité de définir leur propre méthode d'évaluation,
- ou une simple mention en annexe.

Au 31 décembre 2024, les engagements de retraite ont été évalués conformément aux normes préconisées par le CNC avec une évaluation actuarielle des prestations accordées.

Ils s'élèvent à 78 574€ et ont été comptabilisés.

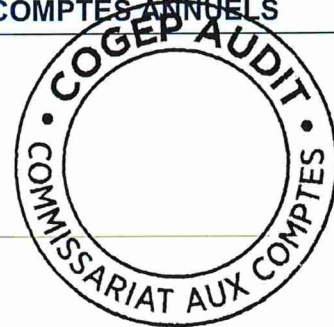
Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Départ à l'âge de 64 ans pour les non cadres et à 66 ans pour les cadres, à l'initiative du salarié (l'indemnité est donc soumise à charges sociales et fiscales sur la base des taux actuels de l'entreprise) ou à l'initiative de l'employeur
- Turnover de 1 %
- Progression des salaires à hauteur de :
 - 2 % pour les cadres
 - 2 % pour les non cadres
- Taux d'actualisation de 3,36 %
- Table de mortalité préconisée par le CNC : Table INSEE 2018-2020
- Indemnités calculées sur les bases de la convention collective : Missions locales et PAIO (C1002)
- Méthode de calcul : ANC 2021

Changement de réglementation

Notre association s'est placée sous la méthode ANC 2021 concernant le calcul des Indemnités de Fin de Carrière depuis la clôture des comptes au 31/12/2021.

Notes sur le bilan

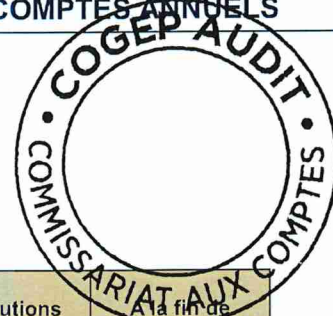


Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 969	6 540		11 509
Immobilisations incorporelles	4 969	6 540		11 509
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 169			5 169
- Installations générales, agencements aménagements divers	144 035			144 035
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	133 846	2 624	10 617	125 854
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	283 051	2 624	10 617	275 058
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	37 815			15 450
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	37 815			15 450
ACTIF IMMOBILISE	325 835	9 164	10 617	302 017

Notes sur le bilan



Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 304	1 246		5 550
Immobilisations incorporelles	4 304	1 246		5 550
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 662	631		3 293
- Installations générales, agencements aménagements divers	60 825	8 592		69 417
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	114 181	8 543	10 617	112 107
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	177 667	17 767	10 617	184 817
ACTIF IMMOBILISE	181 971	19 013	10 617	190 367

Notes sur le bilan



Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 223 515 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	216 560	216 560	
Charges constatées d'avance	6 955	6 955	
Total	223 515	223 515	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Notes sur le bilan



Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de re	172 916				172 916
Fonds propres avec droit de re					
Ecart de réévaluation					
Réserves	5 404				5 404
Report à Nouveau	582 071	49 140			631 211
Excédent ou déficit de l'exercice	49 140	-49 140		1 989	-1 989
Situation nette	809 531			1 989	807 542
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commo					
TOTAL	809 531			1 989	807 542

Provisions

Notes sur le bilan

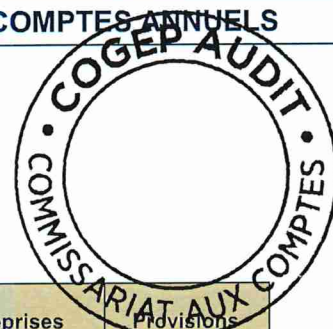


Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	75 316	3 258			78 574
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer	7 000		7 000		
Autres provisions pour risques et charges					
Total	82 316	3 258	7 000		78 574
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		3 258	7 000		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan



Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 427 233 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	49 054	49 054		
Dettes fiscales et sociales	284 912	284 912		
Dettes sur immobilisations et comptes				
Autres dettes (**)	93 267	93 267		
Total	427 233	427 233		

Charges à payer

	Montant
Fourn. factures non parvenues	19 104
Dettes provisions cp	126 578
Ch.soc.dette cong.a payer	57 529
Taxe sur les salaires	23 499
Formation continue	13 927
Total	240 636

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	6 955		
Total	6 955		



Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 6 606 euros

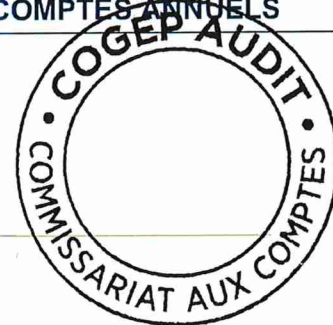
Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		1 159 893	436 862		132 673	1 729 429
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissem						
						1 729 429

Autres informations



Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	78 574
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	78 574

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature	20 295	20 490
Dons en nature	715	48 778
Total	21 010	69 268
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	20 295	20 490
Prestations		
Personnel bénévole	715	48 778
Total	21 010	69 268



Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours.	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
CEJ	160 692	160 692	160 691		63 021	63 022	
Total	160 692	160 692	160 691		63 021	63 022	

MISSION LOCALE DU BASSIN HOUILLER

31 Avenue Roosevelt
Bp 10016
57801 Freyming-Merlebach
SIREN 352 900 534

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTÉES

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.


Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Saint-Avold, le 28 mai 2025

COGEP AUDIT SAS



Alexandre BARRA
Commissaire aux comptes

